



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DIRECTION
DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE
L'ENVIRONNEMENT
ET DES AFFAIRES
CULTURELLES

REF DC.L.E. 3

ARRÊTE N° 04/IC/455
AUTORISANT L'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE A CIEL
OUVERT D'OPHITE, DE CALCAIRE ET DE SCHISTE SUR LE
TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE SOURAÏDE

Affaire suivie par :
Frédérique ANTON
☎ : 05.59.98.25.44

FA/MLT

Frederique.ANTON@pyrenees.atlantiques.pref.gouv.fr

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement et notamment son livre V - article L 511-1 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, le décret n°99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des carrières et le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

VU le décret n°96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU la demande du 25 septembre 2003 présentée par la société LARRONDE S.A., en vue de solliciter l'autorisation de poursuite et d'approfondissement de la carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes, sise sur le territoire de la commune de SOURAÏDE au lieu dit "La Carrière" ;

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée, et notamment l'étude d'impact ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU les observations formulées lors de l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 9 décembre 2003 et les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale des Carrières lors de sa réunion du 9 septembre 2004;

VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Aquitaine ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les prescriptions d'exploitation et de suivi permettront d'assurer la stabilité des fronts d'exploitation ;

Considérant que la réalisation d'un bilan hydrologique à l'issue de chaque phase d'exploitation, permettra de compléter la connaissance du réseau hydrologique du secteur de la carrière et de prévenir du risque de capture des réseaux hydrographiques environnants;

Considérant également que l'établissement d'un bilan de fonctionnement par l'exploitant à l'issue d'une période de dix années de fonctionnement permettra d'évaluer les principaux effets de la carrière sur son environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – INSTALLATION AUTORISE

La société LARRONDE S.A. dont le siège social se situe à SOURAÏDE (64), est autorisée à exploiter la carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes, sur le territoire de la commune de SOURAÏDE au lieu dit "La Carrière".

L'activité autorisée relève des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement suivante:

<i>Nature de l'activité</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Classement</i>
- Exploitation de carrière Superficie de 166 465 m ²	2510-1	A

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

ARTICLE 2 - PERIMETRE, PRODUCTION ET DUREE

Conformément au plan de l'annexe I, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées dans la section ZK sous les numéros 53p, 106p, 178, 179p, 180p, 181, 206, 207, 208, 209, 210, 211 et une partie d'un chemin rural non cadastré.

=>La superficie totale est de : 166 465 m²

=>La superficie d'extraction autorisée est d'environ : 95 000 m²

=>Le volume total à extraire est d'environ :

<i>Matériaux</i>	<i>Volume</i>	<i>Densité</i>
Ophite et Calcaires	1 820 00 m ³	2,9
Schistes	350 000 m ³	2,7
TOTAL	2 170 000 m³	2,5

=>Les productions annuelles envisagées

<i>Matériaux</i>	<i>Moyennes sur 5 exercices consécutifs</i>	<i>Maximales</i>
Ophite et Calcaires	220 000 t	250 000 t
Schistes	80 000 t	150 000 t
TOTAL	300 000 t	400 000 t

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 20 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Les travaux d'extraction des matériaux devront être arrêtés six mois au moins avant l'échéance d'autorisation. La remise en état de la carrière devra être achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES -

3.1. - L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans le dossier de demande n° C03-0702 du 25 septembre 2003 et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

3.2. - Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

=> aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté;

=> aux dispositions du Code Minier, et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement ;

=> aux dispositions du présent arrêté.

3.3. - Prévention de la pollution atmosphérique

3.3.1. - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles de présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

3.3.2. - Les dispositifs de limitation d'émission des poussières sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm^3 .

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm^3 . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

3.3.3. - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussière ni entraîner de dépôt de poussière ou de boues sur les voies de circulation publiques.

3.3.4. - Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Il comporte 4 appareils de mesure implantés conformément au plan de l'annexe I.

L'exploitant assure une autosurveillance de ces mesures, en réalisant 9 campagnes de mesures tous les ans dont 6 en période estivale et 3 en période hivernale.

Les résultats de ces mesures accompagnés de leurs interprétations sont transmis semestriellement à l'inspecteur des installations classées.

3.4. - Prévention de la pollution des eaux

Un plan des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage ...

3.4.1. - Prévention des pollutions accidentelles

3.4.1.1. - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux ou des sols.

3.4.1.2. - Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptible de polluer les eaux superficielles et souterraines.

3.4.1.3. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux sont construits selon les règles de l'art. Ils doivent porter, en caractères apparents, mention de leur contenu.

Ils sont installés dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs ci-après:

- =>100 % du volume du plus grand réservoir ;
- =>50 % du volume total des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- =>dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- =>dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 1000 litres (à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 1000 litres).

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité immédiate de l'orifice, sont mentionnées de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

3.4.1.4. - Les réservoirs enterrés de liquides inflammables doivent être soit :

- =>à doubles parois en acier conformes à la norme NFM 88 513 ou équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique ou acoustique ;
- =>placés dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse.

3.4.1.5. - Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite, pelle hydraulique, pourra être réalisé en dehors de l'aire étanche prévues ci-dessus à condition de disposer à proximité immédiate, d'un nécessaire d'absorption pour récupérer les liquides déversés accidentellement.

3.4.1.6. - Les produits ainsi collectés ne peuvent être rejetés et doivent soit être réutilisés soit être éliminés par un organisme agréé dans les conditions prévues à l'article 3.6.3 ci-dessous.

3.4.2. - Rejets des eaux

3.4.2.1. - Les eaux canalisées, rejetées dans le milieu naturel (eaux pluviales et eaux de nettoyage) respectent les prescriptions suivantes :

=>pH compris entre 5,5 et 8,5

=>température inférieure à 30°C

=>les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 30 mg/l (norme NFT 90105)

=>la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101)

=>les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2)

Ces valeurs sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspensions, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

3.4.2.2. - L'émissaire dans le ruisseau Lekayoako est équipé d'un canal de mesure de débit et d'un dispositif de prélèvement. Il est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

3.4.2.3. - Les eaux usées domestiques sont traitées conformément aux règles applicables à l'assainissement individuel

3.4.3. - Contrôle de la qualité des eaux

Chaque mois, l'exploitant doit effectuer sur l'émissaire des bassins de décantation, des mesures de débit et de la qualité des eaux rejetées vers le ruisseau Lekayoako. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Des analyses sont effectuées sur ces prélèvements afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 3.4.2.1. ci-dessus pour l'émissaire des bassins de décantation.

Les résultats de ces analyses sont transmis dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspecteur des installations classées.

Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvres ou envisagées.

3.4.4. – Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place une méthode de quantification de la fracturation du massif. Cette méthode assurera :

- =>un repérage planimétrique et altimétrique des fissures et des karsts
- =>un suivi des débits ou pertes de ces fissures ou karsts
- =>un suivi du débit des eaux d'exhaure du carreau
- =>un suivi du débit d'eau total transitant par le bassin captant
- =>un suivi de la pluviométrie et de l'évaporation

La description de la méthode sera transmise à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour faire effectuer selon les prescriptions sanitaires relatives au captage d'eau potable, une mesure mensuelle du débit total de la source « Faitnéa ».

A l'issue de chaque phase quinquennale d'exploitation, l'exploitant adresse à Monsieur le Préfet et à l'inspecteur des installations classées, un bilan de ce suivi, présentant :

- =>les impacts hydrologiques de la carrière durant la période écoulée
- =>les impacts prévisionnels de la période suivante
- =>la vérification de la cote finale du plan d'eau à + 100 m NGF
- =>la durée de remplissage en cas d'arrêt d'exploitation et de pompage

Toute anomalie sur les débits de la source de Faitnéa, des fissures ou des karsts sera signalée dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

3.4.5. – Prélèvement d'eau

3.4.5.1. – L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau

3.4.5.2. – Les eaux utilisées sur le site proviennent :

- =>du captage dans une source au sud-ouest de la carrière. Le prélèvement d'eau est limité à 70 m³/jour
- =>du réseau d'eau potable. La consommation est de l'ordre de 400 m³/an

3.4.5.3. – Les ouvrages de prélèvement dans le cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application de l'article L 232-3 du code rural, les dispositions des articles L 232-5 et L 232-6 dudit code.

3.4.5.4. – Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4.5.5. – Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les eaux de procédés et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique

3.5. - Prévention du bruit et des vibrations

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

3.5.1 – Bruit

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée

NIVEAU de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores sont mesurées conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

3.5.1.1. - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur (pour les engins de chantier : décret n°95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

3.5.1.2. - L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, haut-parleurs, avertisseurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3.5.1.3. - L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée, dont le choix est soumis à son approbation. Les frais en sont supportés par l'exploitant.

3.5.1.4. - L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

3.5.1.5. - Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées, le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

3.5.2. – Vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesurée est une courbe continue définie par des points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

3.5.2.1. - Une procédure d'autosurveillance des tirs de mine par enregistrement des vibrations est mise en place. Les enregistrements, les commentaires et les plans de tirs seront consignés dans un dossier. Ce dossier est adressé mensuellement à l'inspection des installations classées.

3.5.2.2. - L'exploitant devra se conformer aux dispositions du titre "Explosifs" du règlement général des industries extractives.

3.5.2.3. - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 95-79 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

3.6. - Déchets

3.6.1. - Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits.

3.6.2. - Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

3.6.3. - Les déchets qui ne peuvent pas être revalorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées. Il tient à disposition de l'inspecteur des installations classées un registre sur lequel sont mentionnés, pour chaque type de déchet :

- =>l'origine, la composition, le code de la nomenclature et la quantité ;
- =>le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement et la date de l'enlèvement ;
- =>la destination précise des déchets et leur mode d'élimination.

Les documents justificatifs de l'exécution des opérations ci-dessus, sont également tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.6.4. - Tout brûlage à l'air libre est interdit.

3.7. - Protection contre l'incendie

3.7.1. - L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

3.7.2. - Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours.

3.7.3. - la date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie, ainsi que les observations sont consignées dans un registre d'incendie

3.7.4. - La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler :

=>des moyens de secours

=>des stockages présentant des risques

=>des locaux à risques

=>des boutons d'arrêt d'urgences

=>ainsi que les diverses interdictions

3.8. - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées et entretenues selon les dispositions du décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Elles sont maintenues en bon état. Elles sont périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.9. - Appareils à pression

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret du 2 avril 1926 modifié sur les appareils à pression de vapeur et à celles du décret du 18 avril

3.10 - Incidents et accidents

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement, du voisinage ou la qualité des eaux ou de l'air doit être consigné sur un registre spécial, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit déclarer, sans délai, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

4.1. - Aménagements préliminaires

4.1.1. – Accès à la voirie

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

4.1.2. – Affichage

Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

4.1.3. – Bornage

L'exploitant est tenu de placer :

- =>des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation
- =>des bornes de nivellement

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

4.1.4. - Dérivation des eaux

Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place en périphérie de cette zone.

4.2. – Déclaration de début d'exploitation

Dès que sont mis en place les aménagements du site visés aux articles 4.1.1 à 4.1.4, permettant la mise en service effective de la carrière, l'exploitant adresse en 3 exemplaires, à Monsieur le Préfet, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23.1. du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant joint à la déclaration de début d'exploitation, le document attestant la constitution des garanties financières conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 dont le montant est fixé à l'article 9.1 ci-après.

4.3 – Déclaration au titre du RGIE

L'exploitant adresse à Monsieur le Préfet, au plus tard, trois mois avant le début des travaux, le document initial de sécurité et santé, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret n°99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier.

En outre, l'exploitant doit indiquer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, conformément aux dispositions du Règlement Général des Industries Extractives, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.

4.4 – Déclaration au titre de l'archéologie préventive

Au moins un mois avant toute intervention sur le site, l'exploitant en informe la Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service Régional de l'Archéologie (S.R.A.), avec copie à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 5 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit être conduite selon la méthode et le phasage définie aux pages 12 à 22 de la demande d'autorisation et de l'annexe I du dossier n° C03-0702 du 25 septembre 2003.

5.1. – Patrimoine archéologique

En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002, avertir Monsieur le Conservateur Régional de l'Archéologie d'Aquitaine - 54 rue Magendie - 33074 BORDEAUX CEDEX - Tél : 05.57.95.02.33 - afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

En particulier, l'exploitant doit :

- => signaler immédiatement toute découverte : constructions, fosses, sépultures, etc.....
- => cesser tous travaux aux environs immédiats de la découverte,
- => conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du Service Régional de l'Archéologie,
- => autoriser les visites des représentants mandatés de ce service et permettre les prélèvements scientifiques.

5.2. – Epaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale de l'extraction autorisée est de 235 mètres. La cote minimale de l'extraction ne sera pas inférieure à la cote + 5 mètres NGF.

5.3. – Abattage à l'explosif

L'exploitant est autorisé de procéder à l'abattage de la roche à l'aide d'explosifs. Il prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

5.4. – Gradins

L'exploitation sera conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de :

=>15 mètres jusqu'à la cote + 125 m NGF

=>10 mètres de la cote + 125 m NGF jusqu'à la cote minimale de + 5 m NGF

5.5. – Banquettes

En cours d'exploitation, les banquettes devront être aménagées entre les gradins de façon à permettre le passage des engins en toute sécurité et assurer l'équilibre des terrains périphériques. En aucun cas cette largeur ne pourra être inférieure à :

=>7,5 mètres pour les banquettes situées au-dessus de la cote + 125 m NGF

=>5 mètres pour les banquettes situées entre la cote + 125 m NGF et la cote minimale de + 5 m NGF

5.6. – Drainage

L'exploitant réalisera un drainage de la paroi d'ophite au fur et à mesure de l'approfondissement, suivant les modalités suivantes :

=>le drainage est réalisé par des forages sub-horizontaux

=>les drains sont forés dans le massif d'ophite jusqu'au contact avec le schiste ou, à défaut de contact, sur une longueur de 50 mètres

=>la distance entre 2 drains est de 50 mètres

=>à partir de la cote + 126 m NGF, chaque niveau de banquette comporte au moins 5 drains, soit un dénivelé maximum de 10 mètres entre deux niveaux de drains

A la fin de la réalisation de chaque niveau, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, les résultats du suivi de la stabilité des parois et le plan actualisé du drainage.

5.7. – Véhicules

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers, en particulier :

=>Les chargements doivent être réalisés de manière à éviter toutes chutes de matériaux sur la voirie extérieure

=>Le chargement de matériaux fins doit, soit être bâché, soit être humidifié pour prévenir l'envol de poussière.

ARTICLE 6 - SECURITE

6.1. – Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords de l'exploitation, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

6.2. – Limites des excavations

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande de 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

ARTICLE 7 – REGISTRES ET PLANS

Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi et mis à jour au moins une fois par an.

Sont reportés :

- =>les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres ;
- =>les bords de fouille (avancement de l'exploitation) ;
- =>les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs ;
- =>les zones de remises en état et la nature du réaménagement effectué ;
- =>la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 6.2 ci-dessus et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est adressé annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées

ARTICLE 8 - REMISE EN ÉTAT

8.1. – Description

La remise en état de la carrière doit être conduite conformément à l'aménagement défini aux pages 61 à 68 de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation n° C03-0702 du 25 septembre 2003.

La remise en état doit comporter les mesures suivantes :

- =>L'ancien front de taille de plus de 70 m de la zone sud-ouest gardera un aspect de falaise naturelle
- =>Création d'un plan d'eau jusqu'à la cote 100 m NGF – Cette cote sera confirmée avec les bilans du suivi des fissures et du karsts
- =>Mise en place d'un exutoire dans la zone nord-est, calé à la cote 100 m NGF
- =>Talutage de la zone nord pour son raccordement avec le plan d'eau, végétalisation et aménagement des berges
- =>Les fronts de taille en position définitive seront inclinés selon un angle de 70 °
- =>Les gradins seront régalez d'une couche d'environ 1 m de matériaux stériles et recouverts d'une couche de terre végétale
- =>Plantations d'essences locales sur les gradins
- =>Remodelage de la zone est pour qu'elle se réintègre à la colline avec plantation en fougeraie. Une végétation défensive sera plantée en bordure des fronts
- =>Démantèlement et évacuation des installations
- =>Décompactage, régalez de stériles et de terre végétale avec ensemencement des plates-formes de production et de stockage
- =>Les clôtures et portails seront maintenus
- =>La signalisation des zones abruptes sera conservée
- =>Les lieux seront laissés en parfait état de propreté.

8.2. – Arrêt d'exploitation

La remise en état de la carrière doit être achevée au plus tard 3 mois avant la fin de l'autorisation (ou à la fin des travaux d'exploitation si celle-ci est antérieure).

L'exploitant adresse, au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation (ou 6 mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation) une notification de fin d'exploitation en se conformant aux dispositions de l'article 34.1. du décret du 21 septembre 1977 susvisé, le dossier prévu doit comporter :

- => la date prévue pour la fin de l'extraction et la date prévue pour la fin du réaménagement ;
- => les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état ;
- => un mémoire sur l'état du site ;
- => dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

ARTICLE 9 – GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L 516.1 du code de l'environnement dans les conditions suivantes :

9.1. - Montant des garanties financières

L'exploitation visée par le présent arrêté est divisée en périodes quinquennales. Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagements décrit à l'annexe I et aux pages 20 à 22 du dossier de demande d'autorisation n° C03-0702 du 25 septembre 2003 et des conditions de remise en état fixées à l'article 8.1 ci-dessus, le montant des garanties financières retenu à ce jour est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

- 1^{ère} période d'exploitation et réaménagement (de la date de publication de la déclaration de début de travaux à 5 ans après cette même date) : 195 980 Euros TTC pour une surface maximale à remettre en état de 57 500 m² et 49 275 m² de fronts
- 2^{ème} période d'exploitation et réaménagement (de 5 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à 10 ans après cette même date) : 147 810 Euros TTC pour une surface maximale à remettre en état de 46 700 m² et 37 100 m² de fronts
- 3^{ème} période d'exploitation et réaménagement (de 10 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à 15 ans après cette même date) : 122 530 Euros TTC pour une surface maximale à remettre en état de 37 900 m² et 37 100 m² de fronts

- 4^{ème} période d'exploitation et réaménagement (de 15 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à 20 ans après cette même date) : 49 640 Euros TTC pour une surface maximale à remettre en état de 28 500 m² et 4 500 m² de fronts

En toute période l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 et indiquer dans son article 2 le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par ce cautionnement. Conformément aux dispositions de l'article 4.2. du présent arrêté, ce document est joint à la déclaration de début d'exploitation.

9.2. - Augmentation des garanties financières

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

9.3. - Renouvellement et actualisation des garanties financières

9.3.1. Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

9.3.2. Le montant des garanties financières fixé à l'article 9.1. ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence utilisé est l'indice 492,20, correspondant au mois de janvier de l'année 2004.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- =>début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 9.1 ci-dessus
- =>augmentation de cet indice supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières sera faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 9.3.1 ci-dessus. Dans ce cas, l'exploitant peut faire l'objet de sanctions administratives et pénales prévues à l'article 9.5. ci-dessous.

9.3.2.1. Le montant des garanties financières sera actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \times \frac{(1+TVA_n)}{(1+TVA_r)}$$

C_n = Montant actualisé correspondant au montant des garanties financières à provisionner et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières

C_r = Montant de référence des garanties financières

Index_n = indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières

Index_r = indice TP01 de janvier 2004 (492,20)

TVA_n = taux de TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières

TVA_r = taux de TVA applicable en janvier 2004 (0,196)

9.3.3. Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisés pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 9.1. ci-dessus, et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant à l'article 9.1, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au Préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

9.3.4. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

9.4. - Appel des garanties financières

Le Préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne la remise en état, après que la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ait été exécutoire ;
- soit en cas de disparition physique (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

9.5. - Sanctions administratives et pénales

9.5.1. L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou l'attestation de renouvellement visée à l'article 9.3.1 ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 514.1.- I - 3° du Code de l'Environnement.

9.5.2. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514.11 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

10.1. - Définitions

Pour la compréhension du présent arrêté, il y a lieu de considérer que le mot "superficie" désigne l'emprise du site, et le mot "surface" désigne la somme des paramètres S1, S2 et S3 tels que définis dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

10.2. – Récolement aux prescriptions réglementaires

Sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à un récolement de l'arrêté préfectoral réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Une traçabilité en est tenue. Son bilan accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, est transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.

10.3. – Bilan de fonctionnement

A l'issue d'une période de dix années de fonctionnement, l'exploitant présente à Monsieur le Préfet et au Maire de SOURAÏDE, un bilan de son activité, portant sur les conditions d'exploitations de son exploitation au plus tard le 31 décembre 2014. Ce bilan présentera :

- une évaluation des principaux effets sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période écoulée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période écoulée ;
- les conditions de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période écoulée, qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

10.4. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

10.5. - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment la réalisation, inopinée ou non par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

10.6. - Modifications

Tout projet de modification apporté au mode et au rythme d'exploitation, à l'implantation du site ou, d'une manière générale à l'organisation, doit être porté à la connaissance du Préfet des Pyrénées Atlantiques avec tous les éléments d'appréciation.

Si cette modification est de nature à entraîner un changement notable des éléments contenus dans le dossier de demande d'autorisation, elle peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

10.7. - Mise en service

La présente autorisation cessera de produire effet si les installations classées n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives.

10.8. - Changement d'exploitant

Lorsque les installations changent d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire.

10.9. -- Sanctions administratives et pénales

L'inobservation des dispositions de l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement et le décret du 21 septembre 1977 susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du Code Minier (articles 28, 41 et 42 de la loi n°94.588 du 15 juillet 1994 susvisée).

10.10. - Délai et voies de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré que devant le tribunal administratif de PAU :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à dater de sa notification
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 4.2. ci-dessus.

10.11. – Abrogation de prescriptions antérieures

Les prescriptions du présent arrêté, à leur date d'effet, se substituent aux prescriptions imposées par les arrêtés préfectoraux ci-dessous référencés :

- arrêté préfectoral n° 74/V/36 du 25 novembre 1974 autorisant l'exploitation de la carrière
- arrêté préfectoral complémentaire n° 87/ENV/019 du 18 septembre 1987 relatif à la modification des conditions d'exploitation de la carrière
- arrêté préfectoral complémentaire n° 93/ENV/35 du 4 novembre 1993 autorisant l'extension de la carrière
- arrêté préfectoral complémentaire n° 99/IC/87 du 22 avril 1999 relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière
- arrêté préfectoral complémentaire n° 00/IC/134 du 7 juin 2000 fixant des prescriptions relatives à la stabilité des fronts de la carrière
- arrêté préfectoral complémentaire n° 01/IC/121 du 30 mars 2001 relatif à la modification de la fin des travaux d'exploitation et de la fin de la remise en état

Article 11 : Prescriptions complémentaires

Des arrêtés complémentaires pourront être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis de la commission départementale des carrières. Ils pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement rendra nécessaires.

Les conditions fixées ci-dessus ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 12 :

La présente autorisation est délivrée au seul titre de la loi sur les installations classées. Elle ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie, de permis de construire, etc...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée à la mairie où elle peut être consultée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de SOURAÏDE.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En outre, un avis sera publié par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 14 :

Le présent arrêté doit être conservé et présenté par l'exploitant à toute réquisition.

Article 15 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

M. le Maire de SOURAÏDE

M. le Chef de Groupe de la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche
et de l'Environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à

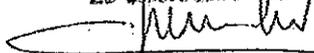
- M. le Directeur de la Société LARRONDE S.A.

Copie sera également transmise à :

- M. le Directeur départemental de l'équipement
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le Directeur départemental du travail et de l'emploi
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours
- M. le Directeur régional de l'environnement
- M. le Directeur régional des affaires culturelles
- M. le Chef du service interministériel de la défense et de la protection civile
- M. le Président du Conseil Général
- Mme et MM. les Maires des communes d'AINHOA, ESPELETTE et SAINT-PEE-sur-NIVELLE
- M. le Consul Général d'Espagne pour transmission au maire concerné
- M. le Ministre des Affaires Etrangères pour information.

Fait à PAU, le **25 OCT 2004**

LE PREFET
*pour le Préfet
et par délégation,*
Le Secrétaire Général



Jean-Noël HUMBERT



ANNEXE I
PLAN PARCELLAIRE

Points de mesures

P : mesures de retombées de poussières dans l'environnement



ANNEXE 2
PLAN DE PHASAGE DES GARANTIES FINANCIERES

Parlement des PYRÉNÉES ATLANTIQUES

Commune de SOURADE

LARRONDE S.A.

CARRIÈRE

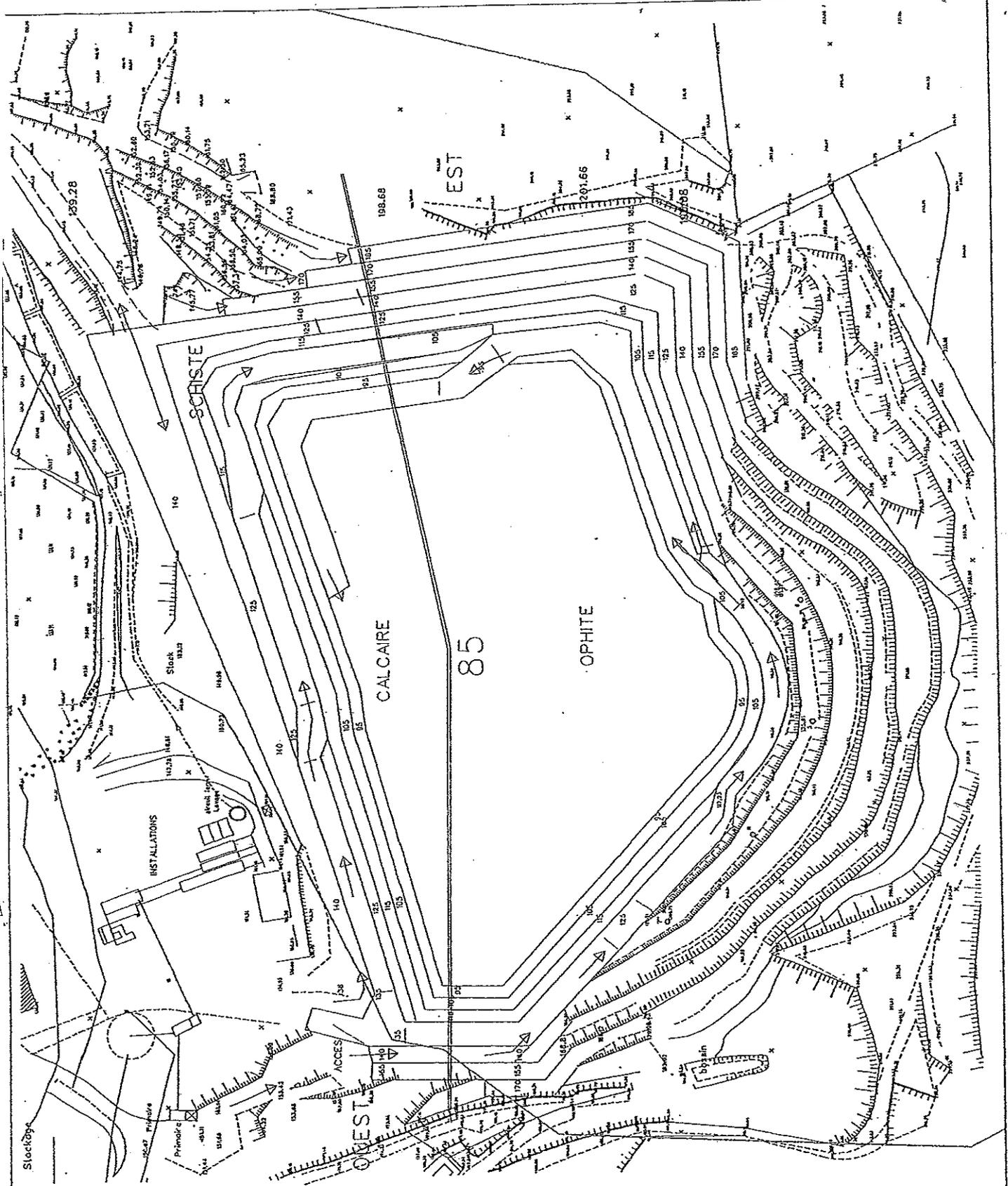
PHASE N° 1

ECHELLE : 1/2250

PROJET	DATE	REVISION

INTERVENIR SUR LE TERRITOIRE
INTERVENIR ENTREPRENISE
15, rue de la République
49 200 SÈVRES
Téléphone : 02 47 82 12 21

— Limite demande autorisation 2003



département des Pyrénées-Atlantiques

Commune de SOURDE

LARRONDE S.A.

CARRIÈRE

PHASE N° 1

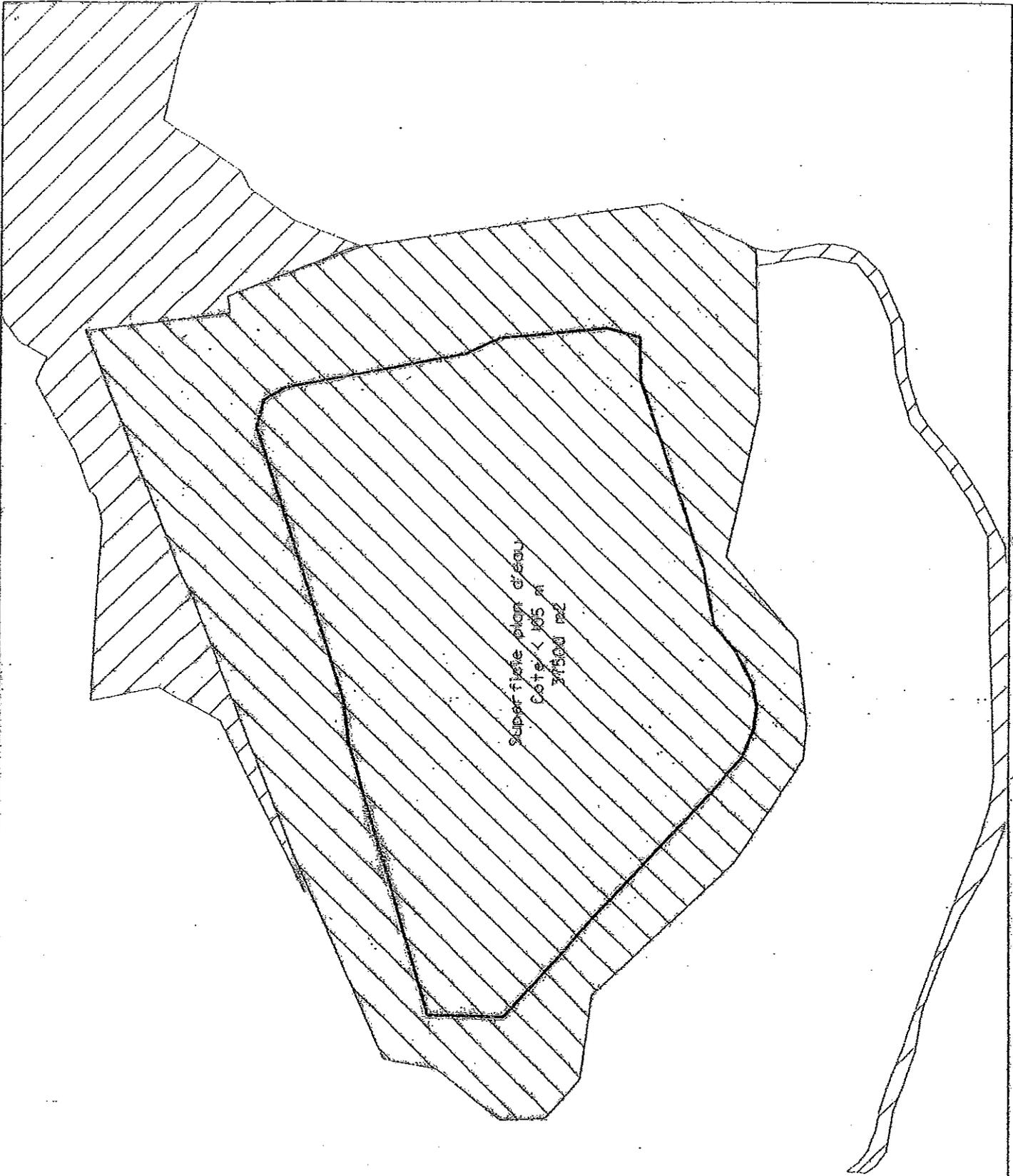
ÉCHELLE : 1/2250

N°	DESCRIPTION	DATE
1	Parcelle cadastrale n° 105	
2	Parcelle cadastrale n° 106	
3	Parcelle cadastrale n° 107	
4	Parcelle cadastrale n° 108	
5	Parcelle cadastrale n° 109	
6	Parcelle cadastrale n° 110	
7	Parcelle cadastrale n° 111	
8	Parcelle cadastrale n° 112	
9	Parcelle cadastrale n° 113	
10	Parcelle cadastrale n° 114	
11	Parcelle cadastrale n° 115	
12	Parcelle cadastrale n° 116	
13	Parcelle cadastrale n° 117	
14	Parcelle cadastrale n° 118	
15	Parcelle cadastrale n° 119	
16	Parcelle cadastrale n° 120	
17	Parcelle cadastrale n° 121	
18	Parcelle cadastrale n° 122	
19	Parcelle cadastrale n° 123	
20	Parcelle cadastrale n° 124	
21	Parcelle cadastrale n° 125	
22	Parcelle cadastrale n° 126	
23	Parcelle cadastrale n° 127	
24	Parcelle cadastrale n° 128	
25	Parcelle cadastrale n° 129	
26	Parcelle cadastrale n° 130	
27	Parcelle cadastrale n° 131	
28	Parcelle cadastrale n° 132	
29	Parcelle cadastrale n° 133	
30	Parcelle cadastrale n° 134	
31	Parcelle cadastrale n° 135	
32	Parcelle cadastrale n° 136	
33	Parcelle cadastrale n° 137	
34	Parcelle cadastrale n° 138	
35	Parcelle cadastrale n° 139	
36	Parcelle cadastrale n° 140	
37	Parcelle cadastrale n° 141	
38	Parcelle cadastrale n° 142	
39	Parcelle cadastrale n° 143	
40	Parcelle cadastrale n° 144	
41	Parcelle cadastrale n° 145	
42	Parcelle cadastrale n° 146	
43	Parcelle cadastrale n° 147	
44	Parcelle cadastrale n° 148	
45	Parcelle cadastrale n° 149	
46	Parcelle cadastrale n° 150	
47	Parcelle cadastrale n° 151	
48	Parcelle cadastrale n° 152	
49	Parcelle cadastrale n° 153	
50	Parcelle cadastrale n° 154	
51	Parcelle cadastrale n° 155	
52	Parcelle cadastrale n° 156	
53	Parcelle cadastrale n° 157	
54	Parcelle cadastrale n° 158	
55	Parcelle cadastrale n° 159	
56	Parcelle cadastrale n° 160	
57	Parcelle cadastrale n° 161	
58	Parcelle cadastrale n° 162	
59	Parcelle cadastrale n° 163	
60	Parcelle cadastrale n° 164	
61	Parcelle cadastrale n° 165	
62	Parcelle cadastrale n° 166	
63	Parcelle cadastrale n° 167	
64	Parcelle cadastrale n° 168	
65	Parcelle cadastrale n° 169	
66	Parcelle cadastrale n° 170	
67	Parcelle cadastrale n° 171	
68	Parcelle cadastrale n° 172	
69	Parcelle cadastrale n° 173	
70	Parcelle cadastrale n° 174	
71	Parcelle cadastrale n° 175	
72	Parcelle cadastrale n° 176	
73	Parcelle cadastrale n° 177	
74	Parcelle cadastrale n° 178	
75	Parcelle cadastrale n° 179	
76	Parcelle cadastrale n° 180	
77	Parcelle cadastrale n° 181	
78	Parcelle cadastrale n° 182	
79	Parcelle cadastrale n° 183	
80	Parcelle cadastrale n° 184	
81	Parcelle cadastrale n° 185	
82	Parcelle cadastrale n° 186	
83	Parcelle cadastrale n° 187	
84	Parcelle cadastrale n° 188	
85	Parcelle cadastrale n° 189	
86	Parcelle cadastrale n° 190	
87	Parcelle cadastrale n° 191	
88	Parcelle cadastrale n° 192	
89	Parcelle cadastrale n° 193	
90	Parcelle cadastrale n° 194	
91	Parcelle cadastrale n° 195	
92	Parcelle cadastrale n° 196	
93	Parcelle cadastrale n° 197	
94	Parcelle cadastrale n° 198	
95	Parcelle cadastrale n° 199	
96	Parcelle cadastrale n° 200	
97	Parcelle cadastrale n° 201	
98	Parcelle cadastrale n° 202	
99	Parcelle cadastrale n° 203	
100	Parcelle cadastrale n° 204	

Service Cadastre de LARRONDE
1, rue de la République - LARRONDE
64100 LARRONDE - FRANCE
Tél. 05 59 22 22 22 - Fax 05 59 22 22 23
Site Internet : www.cadastre.fr

Superficie plan d'eau
Cote: 105 m
37500 m²

- Superficies concédées par le concessionnaire: Financières
- Zones de stockage, aires superficielles de type S1
- Zones d'opérations souterraines d'extraction superficielles de type S2
- Zones remises en état



Département des PYRÉNÉES ATLANTIQUES

Commune de SOURAIDE
LARRONDE S.A.
CARRIÈRE

PHASE N° 2

ECHELLE : 1/2250

NO	DATE	REVISION	REVISION

copie établie par N. SARRAZIN
à l'initiative de l'exploitant
Le 20/05/2010
N. SARRAZIN
D. SARRAZIN
D. SARRAZIN
D. SARRAZIN

Remise en état
DROSE 1

Superficie plan d'eau
Cote : 125 m
22000 m²

Remise en état
DROSE 4

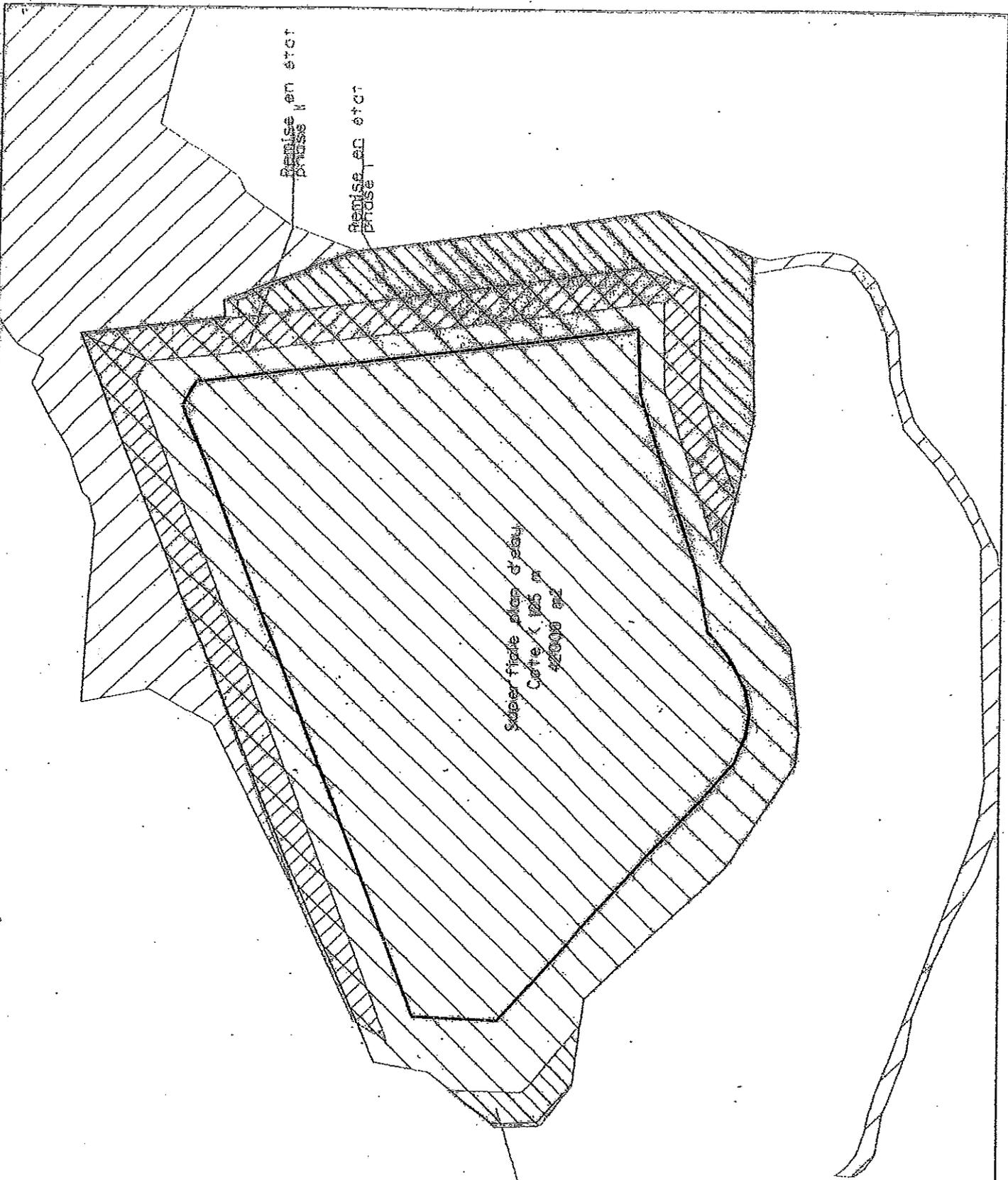
Remise en état
DROSE 1

Superficies concarnées par
le cadastre, concarnées par
le cadastre

Zones de stockage, pistes
superficielles de type S1)

Zones décapées,
soumises à extraction
(superficielles de type S2)

Zones remises en état



Département des PYRÉNÉES ATLANTIQUES
 Commune de SOURAÏDE
 LARRONDE, S.A.
 CARRIÈRE

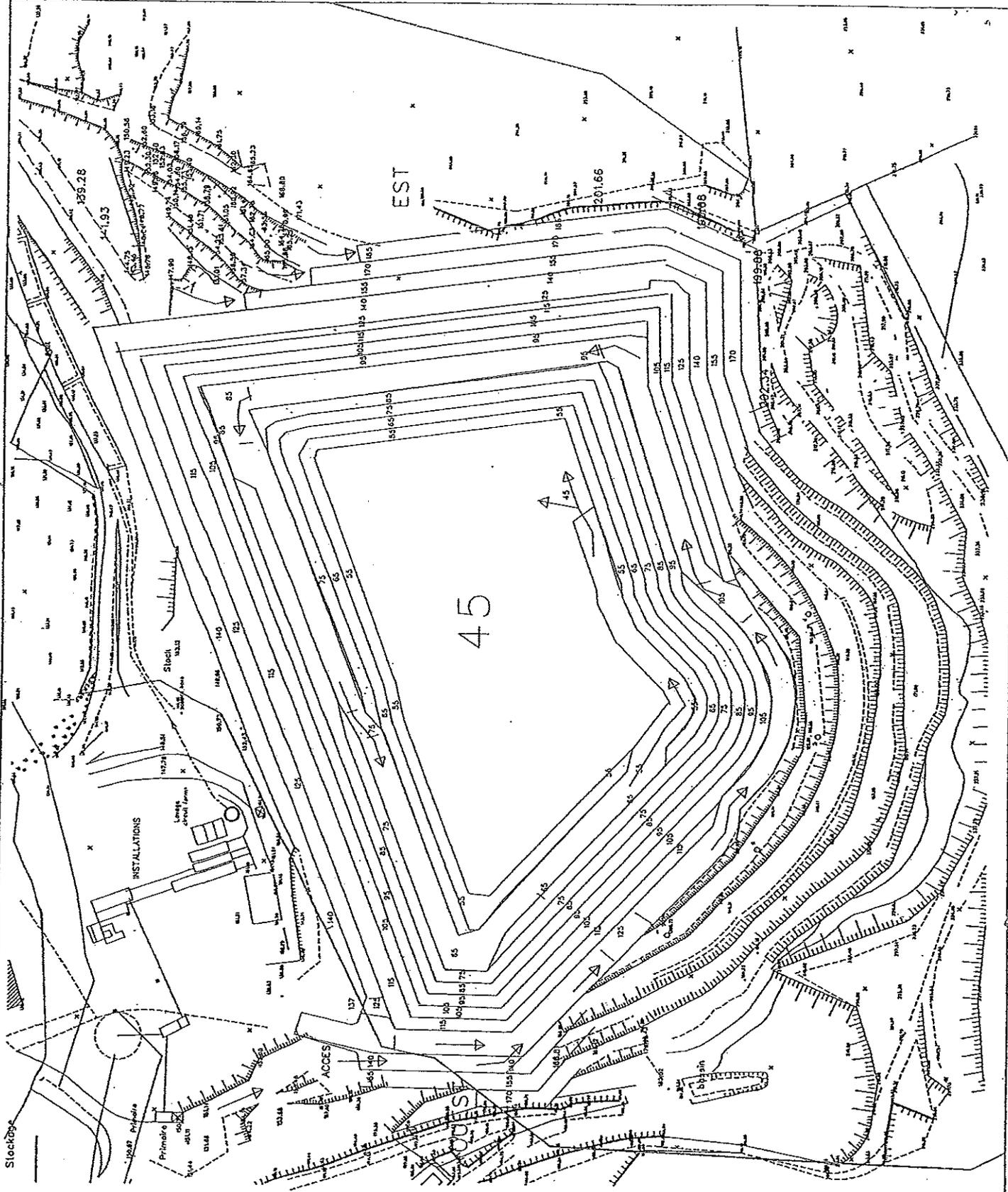
PHASE N° 3

ECHELLE : 1/2250

DATE	DESCRIPTION

Projeté, vérifié par M. LARRONDE
 S.A. LARRONDE, S.A.
 20090 St-Jean-de-Luz
 Tél. 05 59 59 59 59
 Fax 05 59 59 59 59

—— Limite demande autorisation 2003



Département des PYRÉNÉES ATLANTIQUES

Commune de SÔURAIDE
LARRONDE S.A.
CARRIÈRE

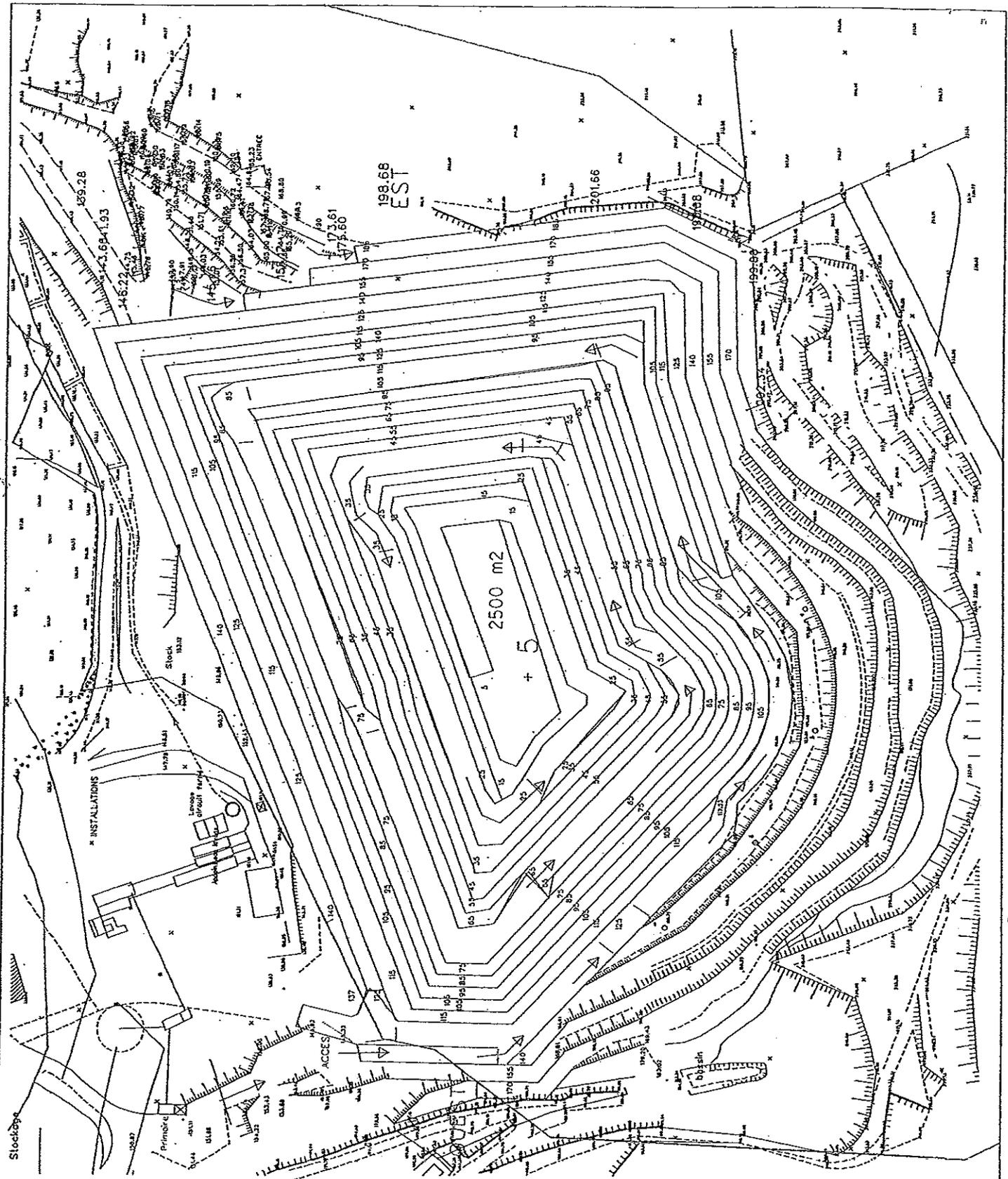
PHASE N° 4

ECHELLE : 1/2250

DATE	OPERATION	REMARQUES

Projeté réalisé par le SAGSOM
C.E.T. Industrie Extractive
26 rue de la République
41100 SÈVRES
Téléphone 03 25 32 25 88
Fax 03 25 32 77 71
e-mail cett@industriemines.com

----- Limite demande autorisation 2003



ANNEXE 3

RECAPITULATIF DES DOCUMENTS ET ENVOIS

A) Documents à tenir à jour et à disposition de l'Inspection des Installations Classées

- 1) Généralités
 - plan de l'établissement
- 2) Eau
 - plan des réseaux
 - registre des prélèvements d'eau
- 3) Déchets
 - registre de suivi des déchets (DIB & DIS)
- 4) Risques
 - consignes générales de sécurité
 - registres de suivi, A.P., levage, manutention, électricité
 - registre exercices incendie

B) Documents ou résultats d'analyses à adresser à l'Inspection des Installations Classées

FREQUENCE	Mensuelle	Semestrielle	Annuelle	Observations
1) GENERALITES				
Art 7 : plan d'exploitation			X	
2) EAU				
Art 3.4.3 : autosurveillance de la qualité des rejets	X			
3) AIR				
Art 3.3.4 : autosurveillance des retombées de poussières		X		9 mesures par an
4) BRUIT				
Art 3.5.1.4 : mesure des niveaux sonores				- Tous les 3 ans
5) VIBRATIONS				
Art 3.5.2.1 : autosurveillance des tirs de mines	X			A chaque tir
6) AUTRES				
Art 9.1 : garanties financières				A l'ouverture puis renouvellement 6 mois avant échéance
Art 3.4.4 : bilan de l'impact hydrologique				A l'issue de chaque phase quinquennale
Art 5.6 : Suivi de la stabilité des parois				A l'achèvement de chaque niveau
Art 10.2 : Récolement				Sous un délai de 6 mois
Art 10.3 : Bilan de fonctionnement				En 2014

